

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE PLENIERE DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT  
DU PAYS DU GRAND BERGERACOIS  
LE LUNDI 23 JUIN 2008**

Sur convocation du Président, M. Serge Fourcaud et de M. Alain Brettes, co-président du Conseil de Développement, l'assemblée plénière du conseil de développement s'est réunie le lundi 23 juin 2008 à 18h30 à la salle des fêtes de Saint-Laurent des Vignes.

**Etaient présents ou représentés :**

Mmes Martine Agard-Denuel (représenté par C. Chaise), Ginette Aguiard-Nicollet, Geneviève Audy (représentée par Mme Sandrine Marcet), Pascale Binant, Martine Canaux, Francine Carrard (représentée par Musique Espérance), Jeannine Colson, Angeline Eliès, Christiane Genier, Christine Good, Brigitte Laffont, Chantal Léger (M. Philippe Ducène), Brigitte Legros, Denise Ménard, Annick Nepveu, Brigitte Paganelli, Marie-Claude Raguy, Michèle Roux, Véronique Vielmont (représente M. Georges Honorat). Brigitte Zanetti.

MM Eric Agostini, Michel Antoine (représenté par Mme Géron-Branet), René Barjou, Georges Barberolle, Abel Borde, Michel Bourgeois, Dominique Cassanis, Jean-Pierre Darracq (représenté par Mme Nelly Guibert), Godefroy De Commarque (représenté par l'ASAB), Henry Devier, Francis Dufau, Pascal Dupouy, Claude Fedou, Serge Fourloubey, Frédéric Gilson, Michel Jules, Bertrand Lacombe, François Lagorce (représente M. Joël Olivier), Gérard Lallemand, Roger Lapouge, Christian Legros, Claude Leroy, Roland Parussie, Patrice Pauly (représenté par M. Laurent Jamet), Pierre-Yves Petit (représenté par F. Guerri) Francis Pialat, Daniel Rabat, Albert Rameix, Christian Raucoule, Pierre Tardieu, Robert Vergne.

**Etaient excusés :**

Mmes Annick Aragon, Pascale Caquant, Anne-Marie De Marco, Véronique Cloarec, Marie-Jeanne Daniès, Cécile Labarthe, Anne Laubiès-Roques, Marielle Mallet.

MM Alain Bernazeau, Pierre Bracco, Denis Carissan, Sylvain Connangle, Pierre-Henri Cougnaud, Bernard Etienne, Serge Fourcaud, Daniel Garrigue, Benoît Guilmineau, Philippe Mallard, Marc Mattera, Lionel Maze, Alain Rousset, Didier Rouault, Philippe Saïd, Yannick Seguy, Alain Thibal-Maziat.

Rappel de l'ordre du jour :

- Présentation du rôle et des projets du Conseil de Développement
- Quelles perspectives d'action ? Programme Leader, Contrat de Pays, thématiques de travail
- Renouvellement des représentants : Comité de coordination, Conseil d'administration du Pays, Co-présidents
- Questions diverses

## **I. L'importance du rôle du Conseil de Développement**

M. Alain Brettes rappelle qu'il ne peut plus siéger au Conseil de Développement en tant que représentant de la Communauté de Communes de Bergerac Pourpre. Par ailleurs, Mme Josie Bayle est démissionnaire de son poste de co-présidente.

M. Alain Brettes rappelle le rôle du Conseil de Développement, en évoquant les six années de travail à la Présidence. Il cite les statuts du Pays :

«Le Conseil de Développement du Pays, organe de réflexion associé à l'élaboration et au suivi du projet de territoire (rôle consultatif avec avis obligatoire), organisé librement et composé de personnes issues des milieux économiques, sociaux, culturels et sportifs dans les limites territoriales du Pays du Grand Bergeracois».

En effet, les statuts du Pays prévoient un avis obligatoire du Conseil de Développement lorsque le Pays entame une réflexion ou un projet : la Commission thématique est consultée en amont de la décision du Conseil d'administration.

Au-delà de son rôle de suivi de la Charte du Pays, en tant que fédérateur des acteurs locaux, le Pays a souhaité donner d'autres missions au Conseil de Développement.

Le Conseil de Développement peut se voir confier des missions ou être consulté sur des thèmes précis par le conseil d'Administration, comme la commission Economie-Emploi, par exemple, pour l'étude de faisabilité d'un centre d'affaires.

Il peut être saisi, sur des champs de compétence plus larges, pour émettre des propositions. Il peut alors prendre l'initiative d'actions (animation, consultations extérieures....) pouvant déboucher sur des propositions d'actions concrètes, contribuer à leur réalisation et participer à leur suivi.

Ce travail permet aussi d'effectuer de la prospective dans certains domaines.

Les Commissions donnent leur avis sur la mise en œuvre des projets.

Le Conseil de Développement a un rôle de garant du respect de la Charte et de la dimension «Pays» des projets.

Il a pour rôle d'accueillir le porteur de projet, d'émettre un avis, d'appuyer éventuellement l'évolution des projets vers une dimension «Pays».

Il possède également une mission de repérage et de sélection de projets, notamment dans les domaines où les maîtrises d'ouvrage ne se trouvent pas facilement.

Des pistes d'actions sont à explorer également pour accompagner le programme Leader et le Contrat de Pays.

M. Alain Brettes rappelle la composition du Conseil de développement qui regroupe des représentants de la société civile du Pays du grand Bergeracois : associations, entreprises, organismes oeuvrant pour le territoire (offices de tourisme, centres intercommunaux d'action sociale...).

A cet effet, plus de 450 personnes ont été invitées à l'Assemblée plénière : les membres du Conseil de Développement, les acteurs ayant participé à la candidature Leader en 2007, les structures institutionnelles, le bureau restreint du Pays et les Présidents élus des Commissions thématiques.

Les membres ayant envoyé leur bulletin d'adhésion au Conseil, anciens et nouveaux, qui sont à ce jour au nombre de 71, font partie du Conseil de Développement. Le processus d'adhésion se poursuivra jusqu'à la rentrée, pour les acteurs locaux intéressés mais n'ayant pas encore répondu.

Il rappelle le fonctionnement du Conseil de Développement qui est composé de plusieurs instances. Tout d'abord, l'Assemblée plénière se tient une fois par an. Elle concerne l'ensemble des membres du Conseil de développement.

Ensuite, le Comité de Coordination (3 à 4 fois par an), se compose d'une trentaine de membres.

Puis, les Commissions thématiques, au nombre de 9 (la périodicité varie selon le programme de travail du Conseil) : Agriculture, viticulture, forêt ; Communication ; Culture, loisirs/sport ; Economie-emploi ; Ressources naturelles et gestion de l'espace ; Habitat ; Services ; TIC ; Tourisme.

Enfin, les Groupes de travail se dégagent des commissions thématiques (la périodicité varie selon le programme de travail des Commissions thématiques).

Le Conseil de Développement élaborera un programme de travail. Pour cela, il sera demandé à chaque membre du Conseil de s'inscrire, au maximum, dans deux commissions thématiques.

Par ailleurs, les Commissions thématiques sont les comités de pilotage des projets portés en direct par le Pays par exemple : la commission tourisme pour le Magazine Pays de Bergerac ; la Commission TIC pour le Schéma Numérique de Pays, etc.)

## **II. Les élections du Conseil de Développement**

M. Alain Brettes propose que soit effectué un renouvellement, du Conseil en parallèle du renouvellement du Conseil d'administration du Pays, lui-même résultant des dernières élections des Conseils Municipaux et des Conseils Communautaires.

Il souligne le rôle des Co-Président(e)s qui représentent de façon permanente le Conseil, notamment en siégeant au Conseil d'administration du Pays, président l'Assemblée plénière et le Comité de coordination, impulsent et coordonnent les travaux du Conseil de Développement. Ensuite, il propose de procéder à l'élection des instances dirigeantes. Deux personnes Mme Brigitte Laffont et Mme Angeline Eliès sont candidates et se présentent chacune à leur tour.

M. Christian Raucoule émet des remarques sur le fonctionnement du Conseil de développement, qui, «sauf erreur, n'a pas été réuni depuis longtemps». Il ne souhaite pas voter car il n'approuve pas une assemblée qu'il juge «anti-démocratique» et «anti-associatif». Il reproche que le choix des co-présidents ne se fasse pas plus librement.

M. Alain Brettes rappelle que le Conseil de développement ne possède pas de structure juridique propre. Les statuts et le règlement intérieur sont suivis précisément.

M. Youenn Huon ajoute qu'une Assemblée plénière du Conseil de développement a eu lieu le 12 novembre 2007 juste avant le forum Leader.

***Le Conseil de développement valide, avec une abstention, l'élection de Mmes Brigitte Laffont et Angeline Eliès aux postes de Co-Présidentes.***

M. Alain Brettes donne la parole à Mme Brigitte Laffont qui présente le Comité de Coordination.

Elle cite le règlement intérieur actuel qui indique : «*Le Conseil de Développement est animé par un Comité de Coordination composé de 25 à 30 membres qui doivent refléter la composition du Conseil de Développement*».

Le Comité de coordination effectue le suivi des travaux du Conseil de Développement et il veille à son bon fonctionnement.

Elle suggère la proposition suivante : un Comité de Coordination composée de 30 membres, répartie entre 14 titulaires, siégeant au Conseil d'administration du Pays, 14 suppléants et les représentants des Chambres consulaires. Par ailleurs, 6 membres titulaires siègent au Bureau de l'association.

M. François Queval projette la liste des candidatures d'ores et déjà reçues.

M. Alain Brettes détaille la liste présentée et propose d'ajouter M. Alain Bernazeau et M. Christophe Fauvel. Puis, il lance un appel à candidature pour compléter la liste (5 personnes).

M. Bruno Dallongeville propose de s'inscrire au nom de l'association Les Enfants du Pays de Beleyme pour que le canton de Villamblard soit représenté.

Mme Christiane Genier souhaite soumettre, sous réserve de son acceptation, la candidature de M. Jean-Pierre Castanet, représentant du SIE Villefranche/La Force.

Mme Brigitte Legros s'interroge sur le fait qu'un élu puisse être membre du Conseil de développement.

M. François Queval précise qu'un membre du Conseil d'administration du Pays ne peut pas siéger au Conseil de développement.

M. Robert Vergne, Président du Pays des Bastides, Mme Jeanine Colson, Présidente du Syndicat d'Initiative de Trémolat ainsi que M. Christian David, Agrobio-Périgord, se proposent d'intégrer la liste.

***Le Conseil de développement valide, avec 2 abstentions et un vote contre, les candidats cités pour siéger au Comité de coordination.***

Mme Brigitte Laffont poursuit sur l'élection des 14 titulaires au Conseil d'administration. Elle insiste sur la nécessité, pour le bon fonctionnement du Conseil, de compter sur 14 titulaires et 14 suppléants. Des dispositions sont prévues dans le règlement intérieur pour garantir une présence assidue des représentants du Conseil de développement auprès du Conseil d'Administration et donc une continuité dans la représentation. Mais, rédigée au moment de l'élaboration de la Charte de Pays en 2002, l'article n'est plus adapté. Il sera refondu prochainement.

M. Bruno Dallongeville demande comment s'effectue la représentation des titulaires par les suppléants au Conseil d'administration en cas d'absence des premiers.

Mme Brigitte Legros précise que les suppléants peuvent être présent aux réunions mais ne détiennent pas le droit de vote.

Mme Christine Good suggère d'inviter systématiquement les titulaires et les suppléants afin que les deux puissent être informés.

M. Alain Brettes propose, en cas d'absentéisme répétitif, de faire participer les suppléants.

Mme Brigitte Laffont assure que les modes de communication et les méthodes de travail seront améliorés afin que chacun puisse être présent ou représenté.

M. Alain Brettes propose que les 6 membres titulaires suivants intègrent le bureau du Pays : Mme Brigitte Laffont, Mme Angeline Eliès, M. Francis Dufau, Mme Jacqueline Calendreau, M. Jean-Marie Vallette et M. Benoît Guilmineau.

M. Claude Leroy ne souhaite pas voter pour les personnes absentes ce soir.

M. Bruno Dallongeville s'interroge sur les dispositions du règlement intérieur et la légitimité de l'assemblée plénière pour voter. Il ajoute également qu'il serait intéressant de connaître les personnes avant de voter et suggère de permettre la rencontre des membres du Comité de coordination lors d'une réunion afin qu'ils puissent échanger.

M. Youenn Huon répond que c'est le Comité de Coordination qui doit élire les 14 titulaires et 14 suppléants. Cependant, il est proposé d'ouvrir la discussion à l'ensemble de l'assemblée plénière. Par ailleurs, il revient au Conseil d'administration de désigner les 6 membres du Conseil de Développement au Bureau. A noter qu'il n'y en avait que 4 jusqu'ici. Mais l'assemblée plénière peut émettre une proposition.

Mme Brigitte Laffont trouve injuste de retirer de la liste des personnes absentes ce soir mais qui ont travaillé pour le Pays.

Mme Christiane Genier propose de voter nom par nom afin de faciliter le vote. Elle ne souhaite pas voter pour des personnes qu'elle ne connaît pas.

Mme Jeanine Colson ne comprend pas que l'on ne puisse pas voter pour une personne sous prétexte qu'elle est absente.

***Le Conseil de développement valide, avec 5 contre et 5 abstentions, les 6 titulaires au Bureau du Pays et les 14 titulaires au Conseil d'administration***

Mme Angeline Eliès présente les référents privés pour les Commissions thématiques du Pays.

Les Commissions thématiques du Pays sont au nombre de 9 : Agriculture, viticulture, forêt ; Communication ; Culture, loisirs, sport ; Economie-emploi ; Ressources naturelles et gestion de l'espace ; Habitat ; Services ; TIC, Tourisme.

M. Claude Fedou, Président de la commission services, témoigne du bon fonctionnement de la commission qui s'investit notamment sur l'accueil familial en milieu rural.

Le Conseil de Développement participe, à parité avec les élus, aux Commissions thématiques. Elles ont pour mission, tout d'abord d'entretenir un dialogue entre les élus et les privés puis de lancer des réflexions sur des projets de développement local et enfin d'apporter des avis sur des projets menés par le Pays.

Chaque Commission a un référent élu et un référent privé. Le Conseil d'administration du Pays ayant choisi ses représentants, il est demandé au Conseil de désigner un référent par Commission thématique.

Mme Brigitte Laffont souligne par ailleurs, que pour faciliter les relations et les échanges d'information entre le GAL Leader et les Commissions de travail, il est demandé que les référents privés des commissions fassent partie du collège privé du GAL Leader. Le Conseil de développement est à 50% décisionnaire aux côtés des élus du territoire.

M. Youenn Huon précise le nombre des membres du GAL est de 44 titulaires (24 privés, 20 élus), il y a plus de privés que d'élus. Ces personnes ont émis le souhait, lors du forum Leader, de participer au GAL.

Les référents pourraient faire le lien entre les débats sur les projets leader et les débats des commissions thématiques.

Mme Brigitte Laffont précise que les personnes qui se sont proposées pour être référents privés des commissions thématiques seront de fait aussi membre du GAL Leader, à savoir :

Agriculture, viticulture, forêt : M. Jean-Marie Vallette

Communication : Mme Angeline Eliès

Culture, loisirs, sport : Mme Christine Good

Economie-emploi : M. Francis Dufau

Habitat : M. Didier Griffoul

Ressources naturelles et gestion de l'espace : Mme Brigitte Paganelli

Services : M. Sylvain Connangle

TIC : Mme Jacqueline Calandreau

Tourisme : M. Abel Borde

### ***Le Conseil de développement valide à l'unanimité les référents des commissions.***

M. Bruno Dallongeville s'interroge sur l'existence d'un groupe de travail «énergies renouvelables».

Mme Brigitte Laffont explique que c'est l'exemple d'un groupe de travail qui s'est dégagé d'une commission. Il existe aussi les groupes suivants :

- pour la Commission Economie-emploi : emploi saisonnier, valorisation des métiers, école d'ingénieur, synergie d'entreprise.

- pour la Commission Ressources naturelles et gestion de l'espace : énergies renouvelables, fête de la rivière, architecture et paysages. Elle précise que cette liste n'est pas exhaustive.

Mme Christiane Genier s'interroge sur le fait que la commission communication n'ait pas de Président élu.

M. François Queval précise que l'ancien président de cette commission, M. Lucien Meynard, n'a plus aucun mandat électif.

### III. Quelles perspectives d'action ?

Mme Angeline Eliès rappelle que les commissions actuelles ont engagé un programme de travail, comme indiqué sur le tableau projeté, qu'il s'agit de poursuivre. Les Commissions Leader 2007 continueront à être mobilisées. Le programme de travail sera précisé lors d'un prochain comité de coordination.

Les premières perspectives du Conseil de Développement pourraient être de :

- mobiliser plus de personnes pour les travaux du Conseil,
- intensifier la communication sur le Pays et ses actions ;
- adopter des moyens d'échanges entre les membres en fonction de leurs disponibilités, par exemple à l'aide de l'extranet du Pays du Grand Bergeracois : [www.extranet-pqb.com](http://www.extranet-pqb.com) où les documents de travail sur les commissions figurent.

Mme Angeline Eliès propose de faire apparaître sur l'extranet des forums de discussion communs. Pour ceux qui ne peuvent pas se connecter, elle envisagera une autre solution afin d'obtenir la participation du plus grand nombre.

Par ailleurs, un espace libre sera mis en place sur l'extranet afin de recueillir les idées des uns et des autres.

De plus, pour améliorer la communication interne, elle propose de réaliser un journal interne. Des réunions seront programmées en septembre pour expliquer la méthode.

M. Georges Barberolle suggère de travailler également la communication externe et d'organiser des réunions publiques pour présenter ce qu'est le Pays, notamment en créant une vitrine dans le vieux Bergerac.

Mme Brigitte Laffont ajoute qu'il est essentiel de communiquer sur les actions du Pays.

M. Alain Brettes informe que, concernant le local de l'association du Pays du grand Bergeracois, une demande a été faite auprès de la ville de Bergerac pour trouver un local plus adapté.

***Le Conseil de développement approuve à l'unanimité la mise en place, par le Comité de coordination, d'un programme de travail pour le Conseil de Développement.***

Mme Angeline Eliès informe du rôle possible du Conseil de Développement dans le cadre du Contrat de Pays. Le Contrat de Pays est un document qui engage les signataires, le Conseil Régional d'Aquitaine et les maîtres d'ouvrage, sur la réalisation de projets pour la période comprise entre 2008 et 2011. Le Contrat est un outil d'aménagement du territoire qui permet la mise en œuvre d'opérations d'investissements structurantes.

Ce sont les missions du Conseil décrites précédemment qui sont appliquées au Contrat de Pays :

Réflexion et animation : rôle de force de propositions

Il peut être saisi sur des champs de compétences plus larges pour faire des propositions. Il prend des initiatives à l'intérieur de sa mission : possibilité de mener des réflexions sur des thématiques qu'il estime nécessaire pour le développement du territoire.

Suivi-évaluation du contrat : garant de la dimension « Pays » des projets : apporte son avis sur l'élaboration des projets, propose des travaux, examine des critères d'évaluation.

Accompagnement de projets : rôle de dynamisation des projets : Repère des projets, accueille le porteur, le conseille pour donner aux projets une dimension territoriale, mobilise des réseaux et partenariats existants.

Puis, elle expose le rôle possible du Conseil de Développement par rapport à Leader :

Leader est un fonds européen pour le développement des territoires ruraux pour, la période 2008-2013 ; le Pays du Grand Bergeracois gèrera une enveloppe Leader sur son territoire pendant cette période.

Le Conseil de Développement sera une instance-clé de la réflexion stratégique du Pays et de Leader. Le GAL pourrait confier au Conseil de Développement des missions relatives à la stratégie Leader.

Par ses missions, le Conseil de Développement sera impliqué dans la démarche Leader à différents niveaux.

Réflexion et animation : force de proposition : Apporter des éléments de diagnostic, proposer de réviser la stratégie, donner son avis sur le fonctionnement du GAL.

Suivi de projets Leader : garant de la dimension « pilote » des projets : donner un avis sur l'élaboration des projets, proposer des travaux, examiner des critères d'évaluation. Avoir un regard sur le caractère diffusable et transférable des projets.

Accompagnement de projets : rôle de dynamisation des projets : Repérer des projets, accueillir le porteur, le conseiller pour donner aux projets une dimension territoriale, mobiliser des réseaux et partenariats existants.

Les commissions de travail souhaitent notamment travailler sur des réponses à des besoins identifiés du territoire. L'élaboration du diagnostic Leader a été l'occasion d'en relever plusieurs exemples (centre d'affaires, accueillants familiaux, etc.).

M. Bruno Dallongeville s'interroge sur la liaison juridique du Conseil de développement au contrat de Pays.

Mme Brigitte Laffont précise que le Conseil de développement, conformément aux statuts du Pays, peut être saisi pour consultation sur le contrat de Pays. C'est le Conseil d'administration qui décide si des missions supplémentaires sont confiées au Conseil de Développement, ce qui est envisageable.

Mme Brigitte Laffont souligne que le Conseil de développement doit s'assurer des retombées pour le Bergeracois des projets soutenus.

Enfin, elle propose de clôturer l'Assemblée plénière, de réunir le Comité de Coordination en septembre et de relancer les commissions de travail à l'automne.

***Le Conseil de développement valide à l'unanimité, les missions du Conseil de Développement dans le cadre du Contrat de Pays et du programme Leader.***

Plus personne ne demandant la parole et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h30.

Fait à Bergerac, le 30 juin 2008



Mme Brigitte LAFFONT



Mme Angeline ELIES

Co-Présidentes du Conseil de Développement